

Une conférence de Pierre Defraigne

Académie Royale de Belgique le février 2017

Une utopie européenne pour notre temps : du marché au politique

Madame la Présidente, Monsieur le Secrétaire Perpétuel,
Quel privilège insigne de parler aujourd'hui d'Europe, devant la Classe de Lettres de l'Académie Royale de Belgique ! Je vous sais infiniment gré de l'honneur que vous m'avez fait en m'adressant cette invitation. Je vais tenter de m'en montrer digne en répondant du mieux que je le peux à l'intérêt pour l'Europe marqué par cet auditoire averti et éminent !

Mesdames, Messieurs

Est-ce tomber dans l'Eurocentrisme que d'attribuer à l'Europe le mérite d'avoir forgé pour le monde les deux outils de sa modernité : le capitalisme et la démocratie ?

Capitalisme et démocratie

Le capitalisme de marché, naît dans le commerce au long cours et la finance dès la Renaissance en Italie du Nord. Mais lorsqu'il apparaît en Angleterre comme capitalisme industriel et financier à la fin du XVIIIe siècle, il décuple le progrès de la productivité. Le taux de croissance de la productivité passe de 0,1% par an depuis l'an Mil, à 1% à partir de la Révolution industrielle qui fut aussi celle de l'État de droit avec la naissance de la démocratie Américaine, et celle du marché avec la publication de la Richesse des Nations d'Adam Smith. Cette triple révolution intervint la même année, en 1776¹.

Le capitalisme, selon le mot de Comte-Sponville, n'est ni moral ni immoral, mais amoral. C'est la politique qui lui confère une éthique en lui imposant des règles. Voué par sa dynamique interne non seulement à l'accumulation, mais à la concentration de la richesse par une minorité, il n'eut sans doute pas fait long feu s'il n'avait rencontré la démocratie sur sa route. Car c'est bien la démocratie, arrachée à coup de grèves héroïques et de luttes ouvrières opiniâtres, à la bourgeoisie naissante, qui, en pesant dans la distribution de la richesse et en régulant le fonctionnement du régime de production capitaliste, va prévenir la répétition de crises de surproduction induites par des épisodes de détresse sociale innommables, et donc de contraction de la demande solvable. L'Histoire de cette relation dialectique entre capitalisme et démocratie s'étend sur plus d'un siècle.

Le capitalisme de marché, je le distingue soigneusement, avec Fernand Braudel², de l'économie de marché avec lequel il fait pourtant étroitement corps : celle-ci est l'univers très concurrentiel des indépendants, artisans commerçants et PME qui se comptent par dizaines de millions dans le monde et qui, prises individuellement, n'ont d'influence ni sur les prix, ni sur les gouvernements, tandis que celui-là est le monde très exclusif d'un petit nombre de très grandes firmes, désormais globales, qui dominent les marchés par leur pouvoir oligopolistique, et les États par leur pouvoir d'arbitrage entre régimes réglementaires et fiscaux, et par les relocalisations. L'alliance du Prince et du Marchand est un autre trait fondateur du capitalisme selon Braudel. Mais aujourd'hui sa mobilité donne l'avantage au

¹ Michel RICHONNIER qui relève cette coïncidence chronologique précieuse, admet qu'il la sollicite un peu en identifiant cette année-là, un prototype de machine à vapeur de James Watt, particulièrement réussi. Mais bien entendu, la révolution industrielle couve déjà dans la cottage industry depuis près d'un siècle dans le secteur textile.

² Fernand BRAUDEL, La dynamique du capital, Flammarion, Champs, Paris

capitalisme ; en revanche, l'Etat conserve le monopole de la violence légale, et avec lui le dernier mot, pour autant qu'il ait la bonne dimension.

Le capitalisme a progressé à pas de géant à mesure du progrès technique - la vapeur, l'électricité, le téléphone, l'automobile, l'avion, le nucléaire - tandis que la démocratie s'est avérée une conquête lente et difficile. L'État bourgeois d'abord, les grèves héroïques pour le pain malgré les édits du pouvoir ensuite, les luttes ouvrières pour les premières lois sociales, le combat politique au Parlement, et à deux reprises la guerre – qui, en 14-18 est le choc des capitalismes nationaux naissants et en 40-45 l'affrontement de trois modèles de capitalisme : collectiviste, autoritaire et libéral- qui enfin pourvoit au suffrage universel ! Voilà ce qu'il en a coûté de construire un cadre de régulation politique et de donner un contre-pouvoir au capitalisme de marché. Il a fallu cent cinquante ans pour aboutir au suffrage universel et au contrat social fondateur de notre temps, celui de l'État-Providence de 1945.

Je commettrais ici une faute grave par omission si je ne mentionnais pas la colonisation. Car la partie entre le capital et le travail s'est bien jouée avec un tiers : les colonies, dont l'exploitation intervient pour beaucoup dans le progrès économique accompli par l'Occident et dans ses retombées sociales. Le contrat social européen s'est conclu en partie aux dépens du Sud.

Le contrat social européen

Un chiffre, de la Chancelière Merkel, résume le mieux le pacte du capitalisme et de la démocratie en Europe : alors que celle-ci fait 7% de la population mondiale et 22% de la production, 50 % des transferts sociaux du monde seraient le fait des États européens. C'est trop pour l'Europe, diront les obsédés de la compétitivité-prix à court terme. Ce n'est pas assez aux États-Unis et en Chine, diront les visionnaires d'un ordre mondial plus juste et d'une concurrence plus loyale dans les échanges.

La solidarité est l'enjeu de cette tension dialectique que j'ai signalée entre capitalisme et démocratie parce que l'un et l'autre obéissent à des logiques contradictoires qu'il faut bien concilier pourtant. C'est la solidarité qui assure la stabilité politique de notre continent : solidarité entre États, solidarité entre groupes sociaux. En Europe, on ne laisse pas les plus faibles et les blessés en arrière. C'est la singularité de l'Europe. Mais les transformations du monde face à la mondialisation font douter certains sur ce point.

'Comment comprendre la mondialisation ? ' interroge Pascal Lamy dans un essai stimulant³. Il répond: 'c'est une expansion territoriale du capitalisme de marché parce que la technologie lui offre des moyens pour se déployer, et imprimer ses effets sociaux dans des espaces beaucoup plus vastes, de manière beaucoup plus forte et rapide'.

C'est ainsi que la mondialisation a rompu l'équilibre entre le marché et les politiques nationales circonscrites aux territoires des États. Ainsi s'organise pour les firmes globales - c'est-à-dire le capitalisme -, la possibilité de mettre en concurrence les marchés du travail et d'arbitrer entre les régimes fiscaux et réglementaires des États. Le capital mobile gagne avec la mondialisation un degré de liberté sur les gouvernements et sur le travail non qualifié qui, comme les PME et d'une façon générale les économies de marché nationales, restent scotchés aux territoires. Cette asymétrie dans la mobilité remet en question la capacité de la puissance publique de jouer les décideurs de dernier ressort. L'Europe pourrait rétablir cet équilibre parce qu'elle offre un niveau de pouvoir pertinent par rapport à la mondialisation. Mais

³ LAMY Pascal et GNESOTTO Nicole, Où va le monde ? Éditions Odile Jacob , Paris 2017

jusqu'ici, elle a mis plus d'énergie à unifier et à ouvrir son marché, qu'à organiser une puissance publique européenne de dernier recours que ce soit en politique industrielle ou en harmonisation ou centralisation fiscale et sociale. Son intervention a davantage aggravé le déséquilibre qu'elle ne l'a corrigé. L'inertie institutionnelle de l'UE n'aide pas. Jamais le monde n'a eu autant besoin d'Europe, et jamais l'Europe ne s'est à ce point dérobée. Et pourtant nos États-membres ne s'en tireront jamais seuls.

Pour saisir le pourquoi de l'inertie de l'UE, on peut bien entendu interroger l'intergouvernementalisme qui est source de rivalités, surtout lorsque s'y ajoute le ferment centrifuge du néolibéralisme⁴. Il se fait facteur de paralysie lorsqu'il faut décider à l'unanimité. Il faut pourtant remonter plus haut dans la chaîne des causes de l'inertie et incriminer le manque de ressort de la démocratie elle-même en Europe. Le vote protestataire, la montée de l'abstentionnisme, qui devient le parti dominant dans plus d'un pays, le scandale des affaires, la fragmentation des partis traditionnels, notamment l'écartèlement inquiétant de la social-démocratie, tantôt acquise au néo-libéralisme, tantôt partagée entre extrême gauche et extrême droite, sont des symptômes révélateurs d'une dégradation de l'esprit démocratique dans nos sociétés.

L'origine du désinvestissement démocratique

Nos sociétés désinvestissent le champ du politique et libèrent ainsi le capitalisme de marché de son seul contrepoids possible. La société européenne est de plus en plus façonnée par les deux forces jumelées du capitalisme et de la technologie 'qui en forment aussi l'horizon indépassable' au dire du philosophe Michael Foessel. Le capitalisme pousse à un individualisme exacerbé, mais sans individuation, et noie la société dans un matérialisme ordinaire qui va de l'enrichissement d'une très petite minorité, à l'hyper-consumérisme du plus grand nombre et au surendettement des plus fragiles. La marchandisation envahit la sphère des rapports privés et de la vie intime avec le sport, la culture, la philanthropie, la religion, la vie amoureuse et le développement personnel. Tout

⁴ Une clarification sémantique s'impose ici d'emblée: le néo-libéralisme est bien autre chose que le libéralisme. Le néo-libéralisme est au libéralisme ce que l'intégrisme est à la religion catholique et l'Islamisme à l'Islam. Il est une pathologie du libéralisme économique, lui-même comportant une vaste gamme de variantes qui tantôt renforcent, tantôt contredisent le libéralisme politique.

Le néo-libéralisme n'est pas une doctrine très construite. Elle est en réalité une simple doxa qui vise à rationaliser et à valider les dérives du capitalisme mondialisé. Il emprunte son discours à la théorie économique néo-classique qui repose sur des hypothèses qui résistent mal à la confrontation aux faits : rationalité des choix du consommateur, et d'une manière générale de l'agent économique (l'homo oeconomicus), efficacité des marchés, toujours jugée supérieure à celle des États, et aptitude des marchés à s'autoréguler. Ces hypothèses conviennent à ceux qui entendent laisser le champ libre aux opérateurs financiers et aux firmes globales au motif que, livrés à eux-mêmes sans intervention intrusive de l'État, ils génèrent de la croissance laquelle finit par bénéficier à tous (mythe du ruissellement). De la sorte, il ne faut pas se préoccuper de la redistribution de la richesse par la sécurité sociale et par l'impôt. Les néo-libéraux sont favorables sans restriction à la libéralisation des marchés, aux privatisations et à la dérégulation, notamment en matière de flexibilité du travail.

Le couple libéralisme-capitalisme (concentration des moyens de production par les méga-acteurs) est à certaines conditions de concurrence et de redistribution de la richesse produite, compatible avec la démocratie. Le néo-libéralisme quant à lui, par les inégalités qu'il tolère et renforce, détruit la démocratie, car les méga-acteurs prennent le contrôle de la politique. Alexis de Tocqueville ne disait-il pas que la démocratie demande 'une certaine égalité de condition'.

échange passe par le marché. L'appauvrissement humaniste est flagrant. Heureusement restent les ONG et les associations.

La technologie quant à elle s'avère un Janus bifront qui dispense certes des bienfaits inestimables pour l'humanité, mais qui rétrécit la pensée au champ de la raison instrumentale, et conditionne et normalise le désir de l'homme. L'intériorité et la vie de l'esprit sont étouffées par le bruit et l'agitation. Le conformisme ne cesse d'étendre son champ dans la conscience collective et le jeu des algorithmes l'amplifie encore plus que de raison. La raison critique est vécue comme une incongruité et une provocation.

Prise au piège de la culture capitaliste, la société voit l'égoïsme l'emporter, au niveau des nations, des groupes et des individus.. Le goût de l'entreprise collective, essence de la démocratie, se perd. La politique, d'utopie mobilisatrice ou de simple bonne gestion, se fait spectacle. Les petites phrases tiennent lieu de grandes idées. La prostration s'instaure, malgré les urgences, et avec elle le désenchantement et l'inquiétude des citoyens.

Le marché comme socle, mais le projet comme clé de voûte

Le capitalisme libéré par la globalisation impose désormais sa dynamique à l'Europe puisque cette dernière est construite sur le marché, une approche sans aucun doute fort nécessaire, mais foncièrement triviale. Le marché assure bien un socle matériel à l'Europe, mais c'est seulement un projet politique qui fournirait la clé de voûte donnant son élan et sa stabilité à l'édifice.

Car la construction de l'Europe demande une formidable énergie spirituelle. C'est une civilisation qu'il s'agit non seulement de préserver, mais d'approfondir, non seulement dans des mots, mais dans des institutions et des pratiques concrètes. Comme premier continent, avec le Japon, exposé à l'hiver démographique, l'Europe se doit d'explorer en pionnière un modèle de développement durable pour le monde. Ce modèle est foncièrement une réponse de civilisation.

Quelle entreprise plus nécessaire et plus belle aujourd'hui que la refondation de l'Europe. Refonder, c'est la reprendre en sous-œuvre et remplacer son principe fédérateur originel, le marché aujourd'hui dans l'impasse, par un double dessein : d'une part un modèle social innovant, solidaire et robuste, et d'autre part la puissance utile, c'est-à-dire l'autonomie stratégique nécessaire pour préserver ce modèle et l'affirmer dans le monde. Cette vaste entreprise est à notre portée. Il faut d'abord la penser et en débattre, et pourquoi pas précisément dans cette Classe de Lettres de l'Académie Royale qui rassemble tant d'esprits distingués et tellement divers.

I. L'EFFET DOMINO DE LA MONDIALISATION FONDE LE BESOIN D'EUROPE

En trente ans de mondialisation, le centre de gravité de l'économie mondiale a basculé vers l'Est. Le G7 faisait alors les 2 / 3 de la production mondiale, il en fait la moitié aujourd'hui. Il y a donc bien convergence Nord-Sud, une avancée bienvenue pour l'équilibre du monde. Mais c'est l'Asie de l'Est, et bien entendu la Chine qui se taillent la part du lion. Du coup le poids de cette dernière se fait plus lourd dans la gouvernance économique globale. Or l'Asie est partagée quant aux valeurs qui doivent présider à cette gouvernance. Les régimes politiques y sont plus autoritaires et l'interventionnisme de l'État souvent plus invasif. Le temps de l'entre soi pour les puissances occidentales est pourtant passé –témoin le passage du G7 au G20- et la rente occidentale sur le reste du monde, vieille de deux siècles et tirée du

monopole de la manufacture et du bas prix des matières premières, s'est brutalement évanouie.

Les zones laissées pour compte - Afrique, Moyen-Orient, Asie du Sud, Philippines - deviennent terres d'émigration massive et le climat n'arrange rien. Le Palais de Cristal de Peter Sloterdijk⁵, l'Occident riche et sûr, et d'abord l'Europe, brille dans la nuit et attire 'toute la misère du monde'.

1. Dans la sphère économique

Nous entrons dans l'âge de la post-globalisation : la croissance mondiale ralentit et le processus d'internationalisation de la production marque un arrêt ainsi qu'en atteste aujourd'hui le ralentissement relatif des échanges mondiaux. Mais on ne retournera pas en arrière, sauf si le protectionnisme qui ne dort jamais que d'un œil, se réveille, la stagnation séculaire annoncée par d'éminents économistes américains se matérialisant.

Venons-en aux trois principales économies du monde : États-Unis, Chine, Europe.

L'Amérique

S'agissant d'abord de l'Amérique, Il faut toujours redouter le retour d'une Amérique hamiltonienne, conquérante et protectionniste, qui, à côté de l'isolationnisme de Monroe et de l'idéalisme de Wilson et de Roosevelt, reste toujours bien vivante dans la tradition internationale des États-Unis.

L'Amérique, toujours une puissance incontournable malgré son déclin économique relatif, donne des signes de fatigue multilatéraliste, elle qui fût l'architecte de Bretton-Woods. Il est vrai que ce multilatéralisme-là était occidental et pas encore universel. L'emprise des milieux d'affaires sur la politique est plus forte aux États-Unis qu'ailleurs et il biaise la politique en faveur du capital: la porte-tambour entre Washington et Wall Street, le financement des campagnes présidentielles, l'achat des législations, des niches fiscales, des jugements mêmes à travers les deals hors cour, font de l'Amérique un acteur économique très assujéti aux intérêts privés, et cela aux dépens de la norme multilatérale. Par ailleurs les Américains n'ont pas de sécurité sociale comparable à la nôtre. Du coup le retour au plein emploi reste la seule réponse au problème des inégalités qui explosent là-bas. Le keynésianisme ne fait pas peur aux Américains, témoins le déficit budgétaire et la politique monétaire d'assouplissement quantitatif. Et le protectionnisme pas davantage. Et l'extraterritorialité de la politique économique qui est un privilège de l'exceptionnalisme américain, non plus. Quant au bilatéralisme commercial aujourd'hui le jeu favori à Washington et du coup hélas aussi à Bruxelles, il prend aux États-Unis souvent l'allure d'un unilatéralisme du fort au faible, lequel est en définitive une forme offensive de protectionnisme.

Mais surtout l'Amérique continue à opérer, dans l'économie de la post-globalisation, comme puissance énergétique, technologique et financière de premier plan. Elle est le premier exportateur mondial de gaz et de pétrole. Elle régit sur le numérique sans partage : elle héberge les sites mondiaux de stockage de 'big data' ; elle définit les algorithmes ; à travers leur maîtrise des plateformes –uber, airbnb, énergie-, les entreprises oligopolistiques de la Silicon Valley, gorgées de cash et fiscalement immunisées - les 'superstars' comme les appelle The Economist -, peuvent mettre la main sur n'importe quel secteur et n'importe quelle start-up dans le monde.

⁵ Peter SLOTERDIJK, Le Palais de Cristal, A l'intérieur du capitalisme planétaire Editions Maren Sell, 2006

Contrastant avec sa performance technologique et financière, l'endettement externe, même libellé en dollars, les inégalités qui explosent - le syndrome du 1% - et qui réduisent la demande agrégée, ainsi que la perspective d'une stagnation séculaire, forment le talon d'Achille de l'Amérique. Ses problèmes sociaux et raciaux pèseront de plus en plus lourd dans ses choix de politique économique extérieure. Trump pourrait ici n'être qu'un épiphénomène. Le mal est plus profond.

La Chine

La Chine, désormais premier marché intérieur du monde en parités de pouvoir d'achat, n'est pas en reste. Ses avancées sont massives, multiples et rapides : escalade technologique réussie dans le spatial, l'aviation et le numérique ; investissements stratégiques dans les infrastructures, la technologie et les réseaux en Europe et, avec le grand projet de la Route de la Soie, en Asie Centrale ; sa présence en Afrique comme donneur, investisseur et acheteur. Ses problèmes aussi sont de taille : inégalités choquantes dans un pays communiste, pollution urbaine et détérioration de l'eau et des sols, déséquilibres régionaux. Le PCC le sait, le redoute et s'y attaque. Mais surtout la Chine valorise ses nouveaux acquis internes dans un rôle accru dans la gouvernance économique mondiale : d'un côté, elle perce dans le multilatéral avec son entrée à l'OMC en 2001, sa part accrue dans les droits de vote des institutions financières de Bretton Woods et l'introduction du renminbi -quoique toujours pas complètement convertible - dans le panier des monnaies de réserve du FMI, les SDR ou 'droits de tirage spéciaux' ; de l'autre, elle renforce l'intégration régionale autour d'elle par des accords de commerce et par des outils financiers qu'elle contrôle et par le projet pharaonique de la Route de la Soie dont l'Europe n'a pas encore pris toute la portée.

L'Europe

L'Europe pour sa part aborde la post-globalisation sur la défensive. Entre Brexit et risque persistant de Grexit - aussi longtemps que la restructuration de la dette grecque n'est pas menée à bien -, l'Europe aligne des performances trop faibles en matière de croissance, de chômage et d'inégalités. La faute en est à la gouvernance, mais le plus préoccupant et le plus difficile sont ailleurs. Le capitalisme européen est pris en étau entre un capitalisme américain innovateur, puissant et agressif, et un capitalisme chinois ambitieux, fort de l'appui de l'État, et de plus en plus assertif. Divisée, dépourvue de véritables champions européens de type Airbus et privée d'une politique industrielle propre, l'Europe perd pied. Son modèle est menacé dans ses soubassements économiques. Comment l'Etat-Providence pourrait-il survivre sans un robuste et dynamique amarrage technologique ? Mais surtout les divergences entre cœur allemand et périphérie méditerranéenne viennent grever la viabilité économique et politique de l'eurozone. Une monnaie unique devrait pourtant conduire à une convergence des PIB/tête entre pays et c'est le contraire qui se produit. Rien de surprenant à ce que l'Europe apparaisse comme une source majeure d'incertitude pour l'économie mondiale. Les Européens eux-mêmes s'interrogent. L'euroscepticisme grandit et l'hostilité à l'égard de l'Europe se fait inquiétante.

2. Dans la sphère écologique

La planète a bien résisté à l'explosion démographique dans le Sud aussi longtemps que ces pays sont restés dans la pauvreté. La convergence économique amenée par la mondialisation change la donne. La montée en puissance de la Chine et des autres BRICS a fait remonter à la surface la dette écologique, jusque-là dissimulée mais réelle, de la révolution industrielle dans les pays avancés. Elle a révélé l'état véritable de la planète. Le changement climatique a pris un tour anthropomorphique. Mais la pression sur les ressources est dorénavant générale : air, eau, terre, biodiversité. Il faudrait cinq planètes pour étendre au monde les standards américains de production et de consommation d'énergie fossile et de ressources naturelles. Les trois risques écologiques s'aggravent : la course aux ressources et la menace d'un conflit ; les migrations climatiques ; et l'implosion de la planète. La réponse est dans la coopération internationale qui implique une pression conjointe de la Chine et de l'UE pour forcer l'Amérique à tenir ses engagements, et qui impose d'aider l'Afrique à réaliser son potentiel énergétique élevé, notamment solaire.

3. Dans la sphère géopolitique

La globalisation de l'économie, son basculement vers l'Asie et la tension sur les ressources et le climat, reconfigurent la donne géopolitique. L'Europe pourtant ne le réalise que partiellement parce qu'elle est d'abord attentive à l'instabilité de son voisinage : la Russie en quête d'un Empire perdu, la Turquie tentée par le nationalisme et la dictature, et le Proche-Orient plongé dans le chaos. Le voisinage de l'Europe s'est en effet profondément déstabilisé et l'Europe n'y est pas étrangère, moins en raison de l'élargissement, sans doute inévitable, que de la manière dont il a été pensé par les Anglo-Saxons et par l'Allemagne. Celle-ci a raisonné en termes mercantilistes tandis que l'Amérique et son alliée, l'Angleterre de Tony Blair, entendaient curieusement poursuivre une stratégie de containment vis-à-vis de la Russie post-soviétique. L'élargissement a ainsi été instrumentalisé des deux côtés, et il ne faut peut-être pas s'étonner des réserves inquiétantes vis-à-vis de la démocratie qui prévalent par exemple dans le groupe de Visegrad.

L'Europe a failli à sa responsabilité de protéger la Russie. L'Europe par son ambivalence, a nourri le ressentiment et la paranoïa de la Russie de Poutine lequel est aussi une création de l'Occident : le Big Bang encouragé par Washington a en effet suscité l'oligarchie et étouffé l'économie de marché tandis que l'encercllement par les radars et les missiles de l'OTAN a réveillé le nationalisme russe. La crise de l'Ukraine est une responsabilité partagée. Au Moyen-Orient où les clivages religieux anciens ont été ignorés dans le découpage de l'Empire Ottoman par la France et l'Angleterre dans les années Vingt⁶ et à nouveau dans le pacte pétrolier du Quincy du 14 février 1945 entre Roosevelt et les monarchies du Golfe, la guerre d'Irak de 2003 a avivé les tensions. La division de l'UE entre 'nouvelle Europe' acquise à la politique aventureuse des Conservateurs américains, et les États fondateurs, s'est avéré un facteur décisif dans le chaos qui a suivi.

Unie, l'Europe aurait empêché l'erreur criminelle de G.W. Bush et de Blair dont elle paie le prix élevé en termes d'afflux de réfugiés et de menace terroriste. Les migrations sont un troisième enjeu stratégique proche pour l'Europe. Celle-ci ne peut, ni moralement, ni politiquement, se résigner à faire de la Méditerranée le cimetière marin de l'Afrique. Le co-

⁶ L'invention tragique du Moyen-Orient

développement du continent apparaît comme une urgence impérieuse, et la protection des frontières extérieures de l'Europe un expédient nécessaire, mais insuffisant. La répartition des réfugiés entre pays européens doit aller de soi.

Le retour à la bipolarité

Le véritable enjeu stratégique de la mondialisation se joue toutefois ailleurs et c'est lui qui justifie le mieux aujourd'hui l'unité politique de l'Europe. Il est dans le déclin hégémonique de l'Amérique et la montée en force de la Chine comme puissance à la fois maritime et terrestre, en rupture avec sa tradition millénaire. La mise à niveau stratégique de la Chine a plus à voir avec la sécurité de ses sources et de ses lignes d'approvisionnements, y compris dans les détroits de la Mer de Chine du Sud, qu'avec des velléités impérialistes lesquelles n'ont jamais dépassé son voisinage immédiat. Mais insensiblement s'impose l'hypothèse d'une confrontation stratégique avec l'Amérique. La Chine est en effet perçue par les faucons conservateurs comme un challenger pour l'hégémonie stratégique des États-Unis. L'Europe assiste sans intervenir jusqu'ici dans l'évolution de cette stratégie de coopération-confrontation entre les États-Unis et la Chine. Sa passivité est inexcusable, car en cas d'affrontement, elle serait sommée de choisir son camp. Acceptera-t-elle alors de se laisser aspirer dans la spirale hégémonique et sécuritaire américaine et entraîner dans un remake de la bipolarisation de type Guerre froide ? Se fera-t-elle au contraire arbitre de la tension, et garante d'un ordre multilatéral fondé sur le droit ou sera-t-elle happée elle-même dans la recherche d'un équilibre stratégique fondé sur le rapport de forces ? L'Europe devra bien un jour réaliser, que si elle réussit son unité politique, elle devra se voir autant comme puissance eurasienne, que comme puissance atlantique et méditerranéenne. C'est la leçon que l'Europe doit anticiper de la nouvelle donne géopolitique de la post-globalisation. Mais l'Europe est-elle prête ?

II. LES TROIS FAILLES DE L'EUROPE QUI L'EMPECHENT D'AGIR

L'UE a d'abord l'immense mérite d'exister. Sans l'esprit d'à-propos, la vision et l'opiniâtreté de Jean Monnet et de ses pairs - Schuman, Adenauer, De Gasperi, Spaak - et d'autres grands acteurs - Uri, Marjolin, Hallstein, Spinelli et plus tard Jacques Delors, et en Belgique les Snoy, Rey, Davignon, Lamfalussy - l'Europe ne serait nulle part. Grâce aux Pères fondateurs, nous partons d'un camp de base à mi-chemin du sommet.

L'Europe a réalisé les quatre libertés de circulation, l'espace Schengen, la monnaie unique, la politique d'environnement, le programme Érasme. Elle a contribué à la paix du continent et dans le monde et lui a donné le témoignage véritablement métaphysique d'une réconciliation entre ennemis séculaires. Elle a une forte visibilité au-dehors comme communauté d'États à travers sa politique commerciale, sa politique de développement et dorénavant sa coopération diplomatique structurée, incarnée par Federica Mogherini tandis que dans le même temps au-dedans, elle a jeté les bases d'une citoyenneté européenne pour près de cinq cent millions d'Européens.

Le bilan est impressionnant. Mais l'Europe est sur une asymptote horizontale : elle ne progresse plus. Le marché, de centripète est devenu centrifuge, un espace de rivalité plus que de solidarité entre États. Elle se prête dès lors à une dangereuse hiérarchisation entre États. Qui plus est, à cause de cet inter gouvernementalisme rampant, elle est politiquement biaisée : elle se résout à des politiques systématiquement néo-libérales et ne marque aucun

progrès vers un modèle social commun. Elle hésite enfin entre dépendance atlantiste et partenariat d'égal à égal avec les États-Unis. L'Europe souffre de trois failles structurelles : son marché sans politique industrielle ni harmonisation sociale et fiscale ; sa monnaie sans union budgétaire et bancaire ; sa politique extérieure sans défense commune. En fait, faute d'unité politique suffisante, la distribution des compétences entre l'UE et les États-membres aboutit à une incohérence institutionnelle qui comporte un triple biais : aux dépens de la compétitivité technologique, vers une divergence réelle au sein de l'eurozone, et vers une aggravation des inégalités de revenus et de patrimoine.

1. un marché intérieur sans Prince ni Marchand

Jacques Delors a eu l'idée géniale d'arracher l'Europe à l' 'eurosclérose' du temps en réalisant un marché sans frontières à marche forcée, entre 1985 et 1992. Une prouesse ! À y regarder de plus près, l'idée est bien de Jacques Delors, mais l'esprit du marché unique a été celui de Margaret Thatcher. Delors voulait un triptyque: un marché unique, des fonds structurels pour le rattrapage des nouveaux venus (Grèce, Portugal, Espagne) et un dialogue social à l'échelon européen entre patrons et syndicats Il a réussi sur les deux premiers volets et échoué sur le troisième. L'ombre de Margaret Thatcher et du néo-libéralisme s'est levée sur le marché unique : ce serait avant tout un exercice d'économie de l'offre inspiré de l'École de Chicago. Certes il s'agissait au départ d'harmoniser les normes et réglementations et à défaut, d'organiser leur reconnaissance mutuelle, ce qui revenait à concilier libéralisation et convergence des protections vers le haut. Mais pour le reste, il n'y aurait ni politique industrielle - le mot devenant tabou -, ni harmonisation sociale, ni fiscale, l'unanimité. Le véto continuerait à s'appliquer ici et bloquerait tout progrès ultérieur. On en est resté là.

Au contraire, le marché étant proclamé plus efficient que le secteur public, et autorégulateur de surcroît, privatisations, dérégulation et libéralisation devinrent la norme dans nos États à mesure de la poussée néo-libérale encouragée par Bruxelles à partir de la moitié des années 90⁷. En outre pour ne pas encourir de reproches de la part des États-Unis, ce grand marché serait ouvert. Leurs multinationales seraient traitées comme des entreprises européennes pourvu qu'elles exercent une activité substantielle dans le marché unique. L'industrie européenne y compris dans le domaine des services, à la différence de l'agriculture, ne bénéficia donc pas d'une préférence communautaire. Le marché unique ne serait pas une forteresse européenne. L'heure était désormais à la mondialisation. Au surplus, l'élargissement à l'Est, avec l'entrée massive de pays à bas salaires dans le marché unique devait tout compliquer. Ceux-ci, privés par l'égoïsme des anciens États, de fonds structurels comparables à ceux des élargissements précédents, n'eurent d'autre ressource que de jouer la carte du dumping social et fiscal pour attirer l'investissement direct étranger. En plus, grâce à la directive des travailleurs détachés, avatar de la directive Bolkestein dans les services, ces pays exportent leur chômage et leurs bas salaires vers certains secteurs à l'Ouest, notamment dans la construction et le transport. L'Irlande pour sa part a reçu les fonds en abondance et néanmoins se livre à un dumping fiscal indécent pour offrir une plate-forme européenne à la

⁷ Imputer la percée néolibérale à la Commission ou aux États-membres revient un peu à l'histoire de la poule et de l'œuf. Il n'empêche : le vide idéologique laissé par le départ de Jacques Delors, partisan résolu d'une Europe communautaire et sociale, a vite été comblé par la poussée intergouvernementale et néolibérale à l'intérieur de certains services de la Commission, en particulier la DG des affaires économiques et financières et le Bureau des planners. Le magistère de pensée anglo-saxon avait troqué là un terrain favorable. Barroso et son entourage proche devaient transformer l'essai.

Silicon Valley. En plus attachée à sa neutralité, elle est par excellence le passager clandestin de l'Europe.

En outre, le marché unique reste inachevé dans des secteurs stratégiques : énergie, télécommunications, services financiers, secteur numérique et industries de défense. On dirait que les économies d'échelles, la préférence communautaire, un appui européen dans la recherche-développement ne comptent pas dans ces secteurs alors même que nos concurrents américains et chinois misent à fond sur la grande dimension.

L'absence d'une part d'une politique industrielle européenne et d'autre part d'une préférence communautaire - voire l'existence d'une préférence à rebours dans l'ouverture non réciproque des marchés publics - pèsent lourd dans la détérioration de la compétitivité de l'Europe qui est d'abord globale. Elle se mesure au retard de l'Europe dans la taille de ses entreprises. Sur les cent premières entreprises mondiales de la liste de Fortune, 53 sont américaines, 23 européennes et déjà 11 en Chine. La situation est plus déséquilibrée encore dans les technologies avancées : ainsi dans le numérique, l'Europe offre son marché aux firmes américaines (GAFAM) et à leurs concurrentes chinoises, mais elle ne dispose elle-même d'aucun champion de taille. Son retard technologique tient aussi à son déficit de recherche. Là où l'Amérique dépense 3% de son PIB, l'Europe n'en fait que 2% alors même qu'elle est en position de challenger. En outre, nos étudiants vont plus facilement vers les sciences humaines que vers les sciences dures, un autre problème de société interpellant.

Le retard industriel et technologique de l'Europe mine à la fois son modèle social, la force de l'euro et la capacité de défense autonome du continent. Les rivalités nationales cachent la gravité du phénomène. Il faut éveiller sur ce point la conscience des dirigeants et des citoyens. Ceux qui avec une légèreté incompréhensible ont cherché à construire avec le TTIP, 'un marché intérieur transatlantique' selon la définition canonique du Commissaire De Gucht, alors même que le marché unique européen reste largement inachevé, seraient bien avisés de retourner à leur épure et de s'interroger sur leur compréhension du projet européen. Ils ont opté, sans même le réaliser, pour la vassalisation technologique et économique de l'Europe. Entre le TTIP et l'Europe, il faut choisir !

2. L'euro, une monnaie orpheline sous tutelle

Cette fois encore, l'idée vient de Jacques Delors et la mise en œuvre est magistrale. Toutefois l'essai n'est toujours pas transformé, car l'euro imaginé par Delors, assisté de notre éminent compatriote Alexandre Lamfalussy, et décidé par Mitterrand et Kohl en contrepartie de la réunification allemande, n'a ni volet budgétaire, ni union bancaire, ni fiscalité propre. Du coup sa gouvernance est complètement faussée dès l'origine, et cette carence systémique va induire une succession d'erreurs de politique économique qui vont pousser l'eurozone vers la quasi-déflation.

D'abord, on compte imprudemment sur les marchés financiers pour juguler la prodigalité salariale et budgétaire des États périphériques lesquels vont exploiter inconsidérément l'aubaine de la baisse des taux amenée par l'introduction de l'euro. Soit dit en passant, la Belgique des années 2000 n'échappe pas elle-même tout à fait à ce comportement opportuniste. Déficit extérieurs et dettes publiques s'accumulent. Survient la crise financière américaine de 2007- 2008. La BCE d'alors ne voit rien venir. Elle surveille la dette des États, mais pas celle, plus dangereuse, de banques commerciales surdimensionnées. Faute de surveillance macro-prudentielle, elle ne voit pas non plus leurs bilans s'alourdir de produits toxiques, les subprimes importés des États-Unis. Elle guette l'inflation sous-jacente, mais les

bulles d'actifs réels ou financiers pourtant bien visibles lui échappent. La crise financière devient crise de la dette souveraine. En juin 2010 à Deauville, le tandem Merkozy aggrave la dette de la Grèce en la refinançant pour sauver les créances grecques douteuses de leurs banques respectives. Le traitement de la dette grecque va à partir de là s'apparenter à une saignée sociale d'une démocratie par les démocraties créancières. L'image de l'Europe en prend un coup. Mais qu'importe, seul le précédent importe : sévir durement pour dissuader d'éventuels suiveurs.

Multiplication des dysfonctions de gouvernance

La gouvernance ordinaire de l'euro multiplie les dysfonctions. D'un côté, la BCE est interdite de jouer les prêteurs en dernier ressort, ce que Mario Draghi fait tout de même par la bande avec les OMT, au prix toutefois de l'austérité toutefois; elle est aussi freinée par la Cour de Karlsruhe dans le déclenchement de l'assouplissement quantitatif qui, de ce fait intervient avec près de deux ans de retard sur la FED. D'un autre côté, le budget fédéral manquant est remplacé par une usine à gaz de coordination budgétaire des Etats-membres dont l'effectivité est des plus problématiques. La discipline budgétaire marche par à-coups, ce qui complique la tâche de la BCE. L'eurozone fonctionne à la moitié de ses possibilités de relance et peut toujours verser au fossé. Pourquoi ?

Jacques Delors, lorsqu'il lance la réflexion sur l'euro a deux soucis en tête. D'un côté, dans l'esprit de l'économie de l'offre, il entend parfaire le marché intérieur en éliminant les derrières barrières non tarifaires qui sont les coûts de transactions monétaires et de changes pour les opérateurs. L'unification monétaire va aussi faciliter pour le consommateur la lisibilité des prix, dorénavant libellés en une seule monnaie. D'un autre côté, il entend avec l'euro prévenir l'instabilité économique - le yo-yo des taux de change intra-européens que provoque chaque soubresaut du dollar - et ainsi donner plus de latitude à la politique économique face à un choc extérieur.

Hétérogénéité de l'eurozone et intransigeance allemande

Deux obstacles se dressent sur sa route. D'une part la future union économique et monétaire se veut la plus grande possible ; elle est donc très hétérogène - en particulier l'entrée de la Grèce et des pays baltes sont des aberrations économiques. De ce fait, l'eurozone n'est pas une zone monétaire optimale. Par conséquent elle appelle pour son bon fonctionnement des outils puissants de stabilisation et de convergence, notamment un budget fédéral qui va faire défaut. Une union monétaire viable marche pourtant sur deux jambes : une politique monétaire et une politique budgétaire.

D'autre part, précisément, l'Allemagne n'entend pas se prêter à cette approche : elle accepte l'euro, mais aux mêmes conditions que le DM, c'est-à-dire visant avant tout la stabilité de la monnaie, et seulement en seconde priorité, la croissance et l'emploi. La BCE indépendante ne sera donc pas une seconde FED. L'Allemagne veut la monnaie unique qui facilite ses exportations, mais ne veut pas de la solidarité qui garantirait la convergence. L'orthodoxie budgétaire sera la loi commune. Pas question de venir au secours d'un État en difficulté. D'où on décrète la clause de no bail-out, ou refus d'assistance. Pour partie, la position allemande est affaire de dogmatisme ordo libéral, pour partie l'Allemagne refuse la solidarité en arguant du manque de fiabilité de ses co-habitants de la zone Europe. On ne peut pas nier en effet l'existence d'un problème de hasard moral avec des partenaires qui ne contrôlent ni leur compétitivité, ni leur budget. Il s'agit donc d'abord pour Berlin de les

éduquer d'abord aux saines disciplines pratiquées outre-Rhin. Mais l'égoïsme n'est pas absent de ces calculs. Ce discours moralisateur qui fait de l'austérité la réponse de l'eurozone à la crise souveraine plait à une majorité de gouvernements de droite bien sûr, mais de plus en plus aussi à des majorités de gauche qui vont s'y prêter, y compris, bien à contrecœur toutefois au gouvernement d'Alexis Tsipras. Or, la crise de la dette souveraine n'est rien qu'une résurgence de la véritable crise, celle financière de 2008 dont l'eurozone n'en finit pas de sortir aujourd'hui, en partie à cause des politiques d'austérité précisément. Celles-ci viennent en effet à rebours de la logique contra-cyclique : là où il faudrait de la relance - ce que font massivement et d'emblée les États-Unis qui conjuguent déficits budgétaires et assouplissement quantitatif monétaire -, on va faire en Europe, sous l'impulsion de l'Allemagne, et malgré des réticences de plus en plus marquées du FMI, des politiques de dévaluation salariale et de contraction budgétaire dans les pays en difficulté. Ces politiques vont, en résultat net, freiner la croissance, maintenir le chômage et accroître le poids relatif de la dette dans l'eurozone. Le FMI relève en outre incidemment le caractère déflationniste des inégalités croissantes qui sévissent en Amérique et apparaissent en Europe : le transfert de pouvoir d'achat des consommateurs plus pauvres qui dépensent tout, vers les opérateurs plus riches, devient accumulation d'épargne et parfois exportation de capitaux - cas de l'Allemagne - et donc contraction de la demande agrégée. La performance de croissance de l'eurozone est d'ailleurs la moitié de la performance américaine. Paradoxe très parlant : les dix pays hors-eurozone s'en tirent mieux.

Du coup, aujourd'hui le débat de fond sur la gouvernance de l'eurozone est rouvert. Rien à faire bien entendu avant les élections en France et en Allemagne cet été pour le mener plus avant. Entretemps c'est une Allemagne, le nez dans le guidon de ses intérêts nationaux qui est à la manœuvre. Or elle est incapable d'embrasser d'un même regard ses intérêts et le bien commun européen.

Il faut parler de l'hégémonie allemande, car elle est un anachronisme que d'ailleurs l'Allemagne n'a pas recherché et dont elle n'a pas l'usage. Mais cette hégémonie est un fait qui lui confère un statut de *primus inter pares* dans d'autres domaines de responsabilité de l'Europe, notamment les normes industrielles et la politique commerciale voire la politique étrangère. Or l'Europe n'a pas été conçue pour être confiée à une hiérarchie d'États avec la France et l'Allemagne à leur tête, quelle que soit au demeurant l'utilité d'un tandem franco-allemand pourvu qu'il soit équilibré. L'Europe, on l'oublie trop souvent aujourd'hui, est affaire de gouvernements certes, mais aussi de citoyens. L'inter gouvernementalisme permet à l'Europe de survivre. Mais sans adhésion citoyenne, elle ne peut pas aller de l'avant. Ne serait-ce que par ce que de véritables changements passent par une révision des traités. Or, c'est le vote populaire qui ici l'emporte sur les calculs diplomatiques.

Ensuite il faut démystifier les raisons de l'hégémonie allemande dans l'eurozone. Elles ne tiennent pas à sa prétendue exemplarité. Il s'agit d'autre chose inhérente d'abord à l'arithmétique. L'Allemagne, en raison de son poids relatif, renforcé par sa réunification toute récente, est naturellement l'économie d'ancrage de l'euro: le taux d'intérêt de la BCE et le taux de change sont logiquement fixés par référence aux besoins de l'économie dominante - l'Allemagne et ses partenaires immédiats - alors que les pays plus périphériques se trouveront en porte à faux, tantôt avec trop d'inflation et des taux d'intérêts trop bas, tantôt avec trop de chômage et des taux d'intérêts réels trop hauts. Ces pays, pour partie à cause de l'inadéquation des taux d'intérêt et des taux de change, pour partie par le laxisme de leur propre gestion - encouragé pour ce qui est de la Grèce par les prêts hasardeux que leur ont consentis les banques commerciales allemandes et françaises notamment - ont accumulé des déficits budgétaires et de compétitivité élevés. Ils sont invités à les corriger eux-mêmes tandis

que les pays en surplus ont la faculté de refuser quant à eux de corriger leurs comptes dans un sens opposé, d'où le surplus colossal de l'Allemagne. Le système est en effet asymétrique et le poids de l'ajustement incombe aux seuls pays déficitaires, ce qui ni très moral, ni très efficace.

L'Allemagne de son côté est incontestablement mieux gérée. Mais elle jouit surtout d'une spécialisation internationale avantageuse - l'automobile de haut de gamme, les équipements et la chimie - qui colle exactement avec les besoins des pays émergents et des États-Unis. Mais en outre, elle qui se refuse résolument à la restructuration de la dette grecque, a bénéficié en 1948 de l'annulation de sa dette intérieure et en 1953 de la réduction massive de sa dette extérieure pour faciliter sa reconstruction. Elle qui revendique un contrat social exemplaire, laisse se créer aujourd'hui un marché du travail dual avec du travail précaire et sous-payé. Elle réalise enfin un surplus commercial de 8% du PIB, supérieur à celui de la Chine en chiffres absolus. Son déficit massif de consommation interne se traduit ainsi en exportations de capitaux, de plus en plus hors UE. Autant de consommation, d'investissement et donc d'emplois en moins pour ses partenaires, notamment les pays périphériques condamnés à l'ajustement. Pour justifier son surplus extérieur hypertrophié, l'Allemagne argue du besoin de couvrir ses retraites en raison de son vieillissement, grâce à l'accumulation d'avoirs à l'étranger. Mais le calcul est à courte vue : dans une Europe intégrée, le financement des retraites allemandes serait en définitive mieux assuré par la mise au travail de la population active des États-membres plus jeunes, à commencer par la France. La solidarité intra-eurozone est à terme le meilleur placement pour l'Allemagne, car elle garderait ainsi le contrôle de l'inflation, de la fiscalité du capital et de l'expropriation pour protéger son épargne investie dans la zone euro.

Mais il existe une autre raison, bien plus impérieuse pour l'Allemagne, de renoncer à sa posture de Commandeur et d'accepter une gouvernance démocratique et solidaire de l'eurozone. C'est la défense commune.

3. Sortir de la schizophrénie originelle : assumer la responsabilité de la défense commune

L'Europe n'a cessé depuis sa création, à l'instar de l'âne de Buridan, d'hésiter entre atlantisme et disons européenité, si vous excusez ce néologisme qui dit assez bien ce qu'il veut dire.

L'Europe est davantage la fille de la Guerre froide que celle de la réconciliation franco-allemande. Certes, celle-ci en est l'essence primordiale, et elle confère à l'entreprise européenne une immense portée éthique. Mais chronologiquement, elle intervient plus tard, témoin le rejet de la Communauté Européenne de Défense (CED) en 1954 par l'Assemblée Nationale inspiré par la crainte de l'Allemagne. Ce sont le plan Marshall (1947) assorti d'une forte conditionnalité d'ouverture et de coopération entre États européens et l'Otan (1949) qui vont constituer les deux moments forts où l'Europe s'organise pour s'intégrer. Et elle le fait dans le dessein d'appuyer la stratégie américaine d'endigement de la Russie soviétique qui menace alors directement⁸ l'Europe. Le génie de Monnet qui connaissait fort bien les Américains, est d'avoir compris l'importance pour les Européens de s'unir pour coopérer avec

⁸ Voir Eric ROUSSEL Jean Monnet, Fayard, PARIS 2015 p 710 : « en outre leur division les {les pays d'Europe} met nécessairement sous la protection militaire, économique et financière des États-Unis. Les progrès de ce pays ne peuvent être rejoints que par les progrès des pays d'Europe qui autrement demeureront des enjeux ou mêmes des satellites. »

eux sous peine pour eux de tomber dans une forme de sujétion imposée par leurs divisions face à leur généreux protecteur. Sa vision a été d'emblée celle d'une union politique dont le vecteur de lancement devait être la CED précisément. La CECA quant à elle, est davantage un terrain d'essai, la preuve par la pratique de l'utilité et de la faisabilité de la coopération à Six. Mais le dessein véritable de Monnet est l'union politique. La CEE lui apparaît dès lors comme une solution de fortune qui doit beaucoup à l'imagination et à l'habileté de Spaak. C'est pourtant toujours l'union politique qui se profile derrière les travaux de Val-Duchesse, mais elle est censée cette fois rentrer par la porte de service du marché.

De ce fait, l'Europe est prise dans deux logiques et dans deux appartenances : elle sera atlantique pour sa sécurité, et européenne pour son redressement économique. Est-ce exagéré de parler ici d'une forme de schizophrénie ? Elle perdure depuis bientôt 70 ans.

Ce dualisme sécurité-économie inhérent à la construction européenne pose trois problèmes. D'abord, une politique étrangère est difficile lorsque l'outil de défense est coordonné en d'autres mains. Il en résulte une forme de dé-responsabilisation qui encourage le chacun pour soi au sein de l'UE : les rivalités des 'trois grands' européens (France, Allemagne, Angleterre) face aux vrais trois grands (Amérique, Russie, Chine) exposent l'UE à des tactiques de type 'diviser pour régner' qui paralysent l'Europe là où elle serait la plus utile et la plus efficace, soit dans la négociation avec les grandes puissances.

Ensuite, pour certains esprits - notamment dans de la 'Nouvelle Europe' - alliance veut dire allégeance. Mais, tous les dirigeants européens sont suspects - témoin le lancement, décidé à l'unanimité du Conseil européen, de la négociation du TTIP - de s'accommoder de l'idée d'ajouter à la dépendance stratégique une subordination technologique, économique et financière. Dieu seul sait pourquoi le sentiment atlantique doit être poussé à ce point. Est-ce fatigue intellectuelle ou simple conformisme ou encore plus profondément 'goût de la servitude volontaire' ?

Une parenthèse s'impose ici pour élucider cette ambivalence profonde qui habite l'Europe depuis la Libération: est-elle d'abord européenne ou davantage atlantiste ? Il est un fait que le rêve américain qui mélange allègrement liberté et consumérisme a servi d'utopie de substitution aux Européens dévastés par la tragédie des deux utopies totalitaires – le nazisme et le stalinisme- qui ont marqué l'Histoire du continent. L'américanisation de l'Europe a été profonde : elle peut s'apparenter à un nouveau moment de civilisation qui, à l'instar de la Chrétienté et des Lumières, a conféré une certaine unité à l'Europe en transcendant les particularités locales. Elle est venue en concurrence avec le projet européen qui, à cause de sa dimension trop exclusivement économique, s'est inscrit naturellement dans le contexte atlantiste. C'est que l'américanisation a dépassé les idéaux démocratiques communs, et l'influence d'Hollywood, la mode du jean et la popularité du rock et du coca-cola. La pensée européenne s'est trouvée profondément imprégnée de l'enseignement des business schools d'abord, puis de celui de l'Ecole néo-classique de Chicago, et plus tard du néo-libéralisme de Reagan et de Thatcher en Angleterre. L'entrepreneur schumpétérien devenu tycoon d'Ayn Rand devient aussi un icône européen dans certains milieux dirigeants. Le rapport au capitalisme devient affaire de foi. Ainsi les travaux préparatoires de la malheureuse Stratégie de Lisbonne faisaient explicitement de la norme américaine l'ancrage de l'effort de compétitivité européen axé presque exclusivement sur le jeu des marchés et des entrepreneurs. L'aliénation de la pensée européenne à la pensée dominante aux Etats-Unis a été poussée très loin. Il faut aujourd'hui s'en dégager et réinventer un capitalisme à l'européenne comme il existe un capitalisme à la chinoise ou l'américaine.

Il reste que le confort stratégique fourni par l'OTAN et le tropisme atlantiste qui en dérive, rendent difficile l'émergence, en Europe, au niveau du citoyen d'un sentiment européen, notamment la perception d'une véritable communauté de destin politique, économique et stratégique.

Pourtant les temps pourraient bien être en train de changer. L'Europe est sollicitée d'accroître sérieusement son effort de défense par l'Administration Trump alors même que les réticences et l'imprévisibilité du nouveau Président jettent un doute croissant sur l'engagement de l'Amérique aux côtés de l'Europe en cas de menace ou de conflit, malgré le prescrit de l'article V de l'OTAN qui prévoit l'entraide en cas d'attaque contre un des membres. La Chancelière Merkel qui a toujours compté, comme ses compatriotes, sur l'arrivée de la Cavalerie américaine en cas de péril grave, en est moins sûre aujourd'hui. Elle réalise que les Européens vont devoir désormais compter sur eux-mêmes.

L'hypothèse d'une défense commune se fait donc tout doucement jour. Au sein ou en-dehors de l'OTAN ? La question est ouverte. Il est clair qu'une Europe de la défense ouvrirait la possibilité d'un partenariat politique sur pied d'égalité avec l'Amérique et que cela changerait le rapport de forces au sein de l'OTAN. L'Amérique devrait alors écouter l'Europe autant que les Européens l'écoutent. L'Europe deviendrait pour Washington un allié incontournable dont il lui faudrait entendre la voix.

III. CONCLUSIONS . REGULER LE CAPITALISME DE MARCHÉ ET BATIR UN TRIANGLE D'INTEGRATION : DEFENSE, BUDGET, IMPÔT EUROPEEN

Refonder l'Europe revient à rendre son sens à la démocratie en Europe en restituant à cette dernière la souveraineté perdue par les États. La refondation de l'Europe consiste d'une part à consolider le modèle de société européen dans un monde ouvert, et d'autre part, à construire une puissance européenne dans un monde multipolaire.

Pour cela, il faut une Europe circonscrite à l'essentiel, car il s'agit d'éviter le piège de la centralisation. L'Europe est avant tout diversité. C'est sa singularité et sa richesse. Cette diversité se reflète dans des cultures et dans des identités nationales multiples. C'est cela qu'il faut préserver d'abord. Il faut donc rechercher les fondements de l'unité à un niveau supérieur à celui des cultures nationales, c'est-à-dire à l'échelon de la civilisation continentale qui les englobe. La civilisation européenne n'est-elle pas en définitive l'ultime raison d'être du projet européen ? Car c'est la civilisation qui a fourni sa matrice unitaire à l'Europe à plusieurs moments de son Histoire, mais chaque fois à des degrés divers : l'antiquité gréco-romaine, la Chrétienté héritière du Judaïsme, la Renaissance, les Lumières le capitalisme 'démocratique et plus récemment la vague d'américanisation qui pourrait refluer. Cette civilisation a accumulé au fil de deux millénaires des strates de valeurs communes : la dignité irréductible de l'être humain et l'égalité de tous les êtres humains en dignité, héritage du Judéo-Christianisme ; la raison critique et, sa fille naturelle, la liberté qui nous viennent de la Renaissance et des Lumières et qui ont conduit à l'État de Droit et à la laïcité, entendue ici comme la séparation de l'Église et de l'État ; la justice et la fraternité conquises d'abord de haute lutte par les syndicats ouvriers face au capitalisme et puis intégrées dans notre démocratie moderne ; la responsabilité environnementale enfin qui naît aujourd'hui, et dont l'Europe se fait désormais la pionnière la plus avancée. Ce sont ces valeurs qu'il s'agit, non de proclamer dans un discours rhétorique, mais d'incorporer dans le concret des institutions et des politiques à tous les niveaux de pouvoir en Europe.

Tels sont les fondements d'une conscience européenne qui doit venir se surimposer naturellement aux identités nationales, lesquelles resteront incontournables! Seule une telle conscience européenne pourrait nourrir un démos citoyen, c'est-à-dire un peuple européen organisé sur un mode transnational. Ce démos à son tour est la condition d'une démocratie européenne effective, antidote à l'idée d'une Europe trop centralisée et trop intergouvernementale. Il faut circonscrire l'Europe à un périmètre étroit pour laisser le champ le plus vaste à la diversité. Quel serait ce périmètre ?

Même si l'urgence géopolitique est là, et justifie à elle seule d'accélérer le tempo de l'intégration politique, la tâche la plus difficile et la plus nécessaire pour l'Europe unie, est d'entreprendre une régulation du capitalisme de marché à l'échelle du continent et à celle du monde. Tel est le sens profond de 'la maîtrise de la globalisation' qui refait surface aujourd'hui⁹. Cette maîtrise commence en effet en Europe. On ne peut projeter au-dehors que ce que l'on est au-dedans.

Je résumerai cette tâche en trois points : d'abord faire rentrer la finance dans son lit ; ensuite instituer une gouvernance, spécifiquement européenne, de la très grande entreprise, pour lui faire assumer toute sa responsabilité sociétale : pouvoir de marché, écarts de rémunérations, droits de l'actionnariat nomade en regard de l'actionnariat stable, fiscalité effective et juste des profits par un impôt européen des sociétés centralisé; enfin réconcilier le capitalisme de marché avec le développement durable par la réduction des inégalités excessives et la protection des ressources naturelles , à commencer par le climat.

Mais comment franchir le seuil d'intégration politique nécessaire pour enclencher cette dynamique nouvelle et en finir ainsi avec la dichotomie économie/sécurité qui interdit aux citoyens la perception d'une communauté de destin face aux transformations du monde?

Le moment est propice pour envisager avec réalisme de franchir un triple seuil : une défense commune qui impliquera de la part de la France le renoncement à un rêve gaullien devenu mythique ; un budget de l'eurozone qui exigera de l'Allemagne un effort de solidarité ; un impôt européen sur les profits des multinationales qui rétablirait la justice fiscale en Europe et qui viendrait logiquement financer la défense.

Ce triangle répond à trois critères simples : il exploite les économies d'échelles accessibles seulement à l'Europe; il fournit trois biens publics par excellence - la défense, la monnaie par le budget qui la consolide, et l'impôt qui autrement ne pourrait être prélevé ; il n'est ni de gauche, ni de droite, mais il pousse bien entendu à l'alternance.

Un tel élan suppose une énergie que nous croyons trop vite disparue de nos sociétés. L'Esprit ne cesse jamais de souffler sur le Monde. Des groupes citoyens, noyaux de résistance ou architectes de projets nouveaux sont à l'œuvre, ici où là à travers toute l'Europe. Une dynamique peut à partir de là s'enclencher pour susciter un leadership démocratique authentiquement européen. Les démocraties valent ce que valent leurs élites.

⁹ La paternité du mot revient à Pascal Lamy qui avait intitulé 'Maîtriser la mondialisation' son mémorandum au Parlement européen en appui de son audition comme Commissaire européen au commerce par la Commission des investitures le 7 Septembre 1999. Il disait notamment : 'pour être à la fois efficace et juste, cette globalisation doit être maîtrisée, pilotée, gérée en fonction des intérêts collectifs des citoyens européens'.